

ATTENDU AU TOURNANT.

Etat d'urgence: les parlementaires et Cazeneuve font un premier point jeudi

Par [Laure Equy](http://www.liberation.fr/auteur/4564-laure-equy)(<http://www.liberation.fr/auteur/4564-laure-equy>) — 25 novembre 2015 à 20:50



Etat d'urgence: les parlementaires et Cazeneuve font un premier point jeudi Photo François Guillot. Afp



Cette réunion au ministère de l'Intérieur, qui sera hebdomadaire, doit permettre au Parlement de contrôler l'application de ce régime d'exception.

➔ Etat d'urgence: les parlementaires et Cazeneuve font un premier point jeudi

C'était l'une des nouveautés qui a convaincu nombre de députés de gauche de voter le «toiletage» de la loi sur l'état d'urgence, malgré certains durcissements du texte de 1955. Le rapporteur (PS) Jean-Jacques Urvoas avait introduit dans la nouvelle formule de la loi l'instauration d'un contrôle parlementaire de ce régime d'exception.

Alors que l'état d'urgence est prorogé jeudi pour trois mois, ce contrôle doit se concrétiser jeudi matin, avec un premier rendez-vous entre les parlementaires et Bernard Cazeneuve au ministère de l'Intérieur. Parmi les députés, chaque groupe politique sera représenté: selon nos informations, Pascal Popelin (PS), Marie-George Buffet (Front de gauche), Barbara Pompili (EE-LV), Jean-Christophe Lagarde (UDI) et Eric Ciotti et Guillaume Larrivé (Les Républicains) sont notamment attendus. Les président et vice-président de la Commission des Lois, Jean-Jacques Urvoas (PS) et Jean-Frédéric Poisson (LR) se joindront à eux.

La réunion vise à faire un premier point sur les mesures d'investigation et de sécurité permises en particulier aux préfets, sans en passer par le juge. Mais aussi de voir avec les parlementaires la façon dont ils peuvent surveiller la mise en œuvre de l'état d'urgence. Une réunion de suivi hebdomadaire est d'ores et déjà actée, organisée alternativement à Matignon et à Beauvau. *«On souhaite à cette occasion qu'on nous remette un rapport précis sur le nombre de perquisitions et leur objet, les manifestations qui sont interdites, qui assigne à résidence qui et pourquoi»*, énumère le député communiste André Chassaigne.

«On ne veut aucune bavure, aucun excès de zèle»

A gauche, en particulier, on craint que sous couvert d'état d'urgence, on en profite pour perquisitionner ou interpellé dans des affaires totalement hors du champ terroriste. Avec d'autres députés du groupe Front de gauche, Chassaigne a d'ailleurs prévenu Manuel Valls, qu'il a rencontré mardi, *«qu'on ne voulait aucune bavure, aucun excès de zèle des préfets»*. *«On a redit que la perquisition de la mosquée d'Aubervilliers(http://www.liberation.fr/france/2015/11/20/a-la-mosquee-d-aubervilliers-nous-n-avons-pas-a-nous-justifier_1415002) dans ces conditions n'était pas acceptable et on a demandé de ne pas interdire la manifestation de la CGT sur Air France le 2 décembre au tribunal de Bobigny, on sera très vigilants»*, a-t-il prévenu.

Le président de la commission des Lois, Jean-Jacques Urvoas, arrivera place Beauvau, jeudi, avec une série de propositions pour assurer ce contrôle de l'état d'urgence. Il devrait notamment plaider pour que les préfets transmettent les informations aux parlementaires et réfléchit à un groupe de travail au sein de la commission des Lois de l'Assemblée. Les députés EE-LV souhaitent aussi établir une relation directe avec des associations comme la Ligue des Droits de l'Homme, qui pourrait faire remonter des situations précises et leur permettre de *«recouper les informations»* données par l'exécutif. *«On réfléchit à la mise en place de citoyens lanceurs d'alerte»*, complète Chassaigne. *«Les élus locaux doivent être informés des assignations à résidence dans leur commune»*, ajoute Jean-Frédéric Poisson. La commission des lois du Sénat a, de son côté, créé son propre comité de suivi dont le rapporteur spécial est l'ancien Garde des Sceaux Michel Mercier (UDI), et débutera ses auditions dès le 9 décembre.

L'exécutif se sait attendu au tournant sur la place qui sera accordée au Parlement dans le suivi de l'état d'urgence. Si le principe de ce dispositif a été salué par tous, les parlementaires veulent des gages. *«Si ça consiste en une rencontre entre Manuel Valls et Bruno Le Roux de temps en temps, cela ne va pas tout à fait nous suffire»*, avertit un socialiste frondeur. ➔

[Laure Equy](http://www.liberation.fr/auteur/4564-laure-equy) (<http://www.liberation.fr/auteur/4564-laure-equy>)

RECOMMANDE PAR LIGATUS

CONTENU RECOMMANDE PAR LIGATUS



Découvrez comment trader en 15 leçons gratuites avec Markets !
Marché risqué

Apprenez à trader !



Arrêtez les régimes inutiles !
Retrouvez votre ligne en changeant vos habitudes alimentaires

Savoir Maigrir



10 astuces pour parler n'importe quelle langue couramment !

Babbel



Comparez les prix de plus de 2710 hôtels à Paris et ECONOMISEZ jusqu'à 50%

Hôtels à Paris dès 51€



Profitez de conseils et avis de vrais patients comme vous sur Carenity

Communauté de patients



Vous êtes un annonceur et souhaitez réaliser une campagne de publicité au CPC ou au CPL ?

Communiquez sur Ligatus



Publiez vos campagnes sur le 1er réseau Français de marketing à la performance.

Votre campagne ici



Vous êtes un annonceur et souhaitez réaliser une campagne de publicité au CPC ou au CPL ?

Communiquez sur Ligatus